Coronavirus et causes communes : “continuer à se renforcer, même si on n’est pas d’accord”

Comme l’ensemble de la société, le mouvement d’éducation permanente Vie Féminine est confronté à des situations tendues, voire conflictuelles, en lien avec la gestion de la pandémie. Aurore Kesch, sa présidente, partage en toute transparence les difficultés auxquelles le mouvement fait face et sa vision pour les surmonter. Irène Kaufer, autrice, collaboratrice à axelle et inlassable chroniqueuse de nos travers sociétaux, lui répond en élargissant le propos. Des portes s’ouvrent, et sur des chemins praticables.
Interview croisée, publiée initialement sur le site d’axelle Magazine

Les conséquences de la pandémie et leur prise en charge politique ont obligé, et obligent encore au fil des mesures, Vie Féminine à clarifier sa position en tant qu’acteur culturel. Le mouvement a pris la décision, forte, de ne pas se mettre en position de devoir contrôler le Covid Safe Ticket, le CST. Sa présidente en explique les raisons et en détaille les effets, positifs et négatifs.

Aurore Kesch voit dans cette période bousculée l’occasion de réactiver très concrètement les valeurs à l’origine et à la base du mouvement : les combats émancipateurs communs contre les oppressions, le refus de l’exclusion et la solidarité avec les plus précaires. Afin de retrouver les enjeux essentiels, de mettre un frein à la fragmentation sociale, se renforcer pour l’avenir, et continuer à bâtir ce qui nous faisait rêver au début du premier confinement : un monde attentif à tous·tes et reconnaissant le care.

Qu’est-ce qui a motivé votre refus de contrôler le CST ?
Aurore Kesch : “Ce n’est tout simplement pas notre rôle en tant qu’opérateur culturel. Notre mission est de travailler, avec les femmes, à une analyse critique, de leur permettre de s’émanciper de manière individuelle et collective, et d’être actrices de leurs propres choix. On ne veut pas commenter les décisions politiques en ce qui concerne le vaccin, mais on veut respecter cette mission et, surtout, ne pas cliver davantage nos membres, nos animatrices.

Les principes libéraux à l’œuvre dans notre société montent suffisamment les gens les uns contre les autres, en s’occupant d’une partie de la population et beaucoup moins de l’autre. C’est ce qu’on retrouve à nouveau dans le cadre de la vaccination. Certaines personnes ne souhaitent pas se faire vacciner et c’est leur droit, mais il y a aussi d’autres raisons dont on ne parle pas souvent. Comme les difficultés liées au fait de ne pas avoir de smartphone, par exemple. On punit encore certains publics, alors que l’État ne répond déjà pas à leurs besoins fondamentaux, comme le logement, la

mobilité, l'emploi, la santé, et j'en passe."

N'est-ce pas inconciliable avec les mesures légales et la protection des personnes ?
A.K. : "Ce qui compte, c'est de continuer à rassembler les femmes tout en restant "dans les clous" légaux. En tant qu'opérateur culturel, nous devons garantir la sécurité de nos lieux et respecter le protocole sanitaire. On a choisi de ne pas se réunir dans des endroits imposant le contrôle du CST même en dessous d'une jauge de 50 personnes. Par contre, depuis le début de la pandémie, nous faisons scrupuleusement respecter les gestes barrières – c'est ça, le sanitaire, pour nous. Des mesures qui protègent réellement les personnes : l'aération, les masques, la distanciation, la désinfection de tout le matériel, etc."

Comment réagissent les membres ?
A.K. : "Les réactions ne diffèrent en rien de la diversité des personnes et des positionnements de la société. Dès mars 2020, il y avait des femmes qui avaient très peur du Covid et ne sortaient plus de chez elles. Et d'autres qui rigolaient un peu d'elles et qui, retirant le masque, pouvaient en faire une forme de courage… Ce qui se passe aussi entre personnes vaccinées aujourd'hui. Dès ce moment-là, on a senti qu'il fallait qu'on "dézoome", qu'on essaie de retrouver le commun, pour continuer à se renforcer les unes les autres, même si on n'est pas d'accord. L'éducation permanente a trouvé un terrain de renforcement incroyable, parce que cette pandémie nous oblige à incarner nos valeurs. C'est difficile mais passionnant, et ça nous apprend beaucoup."

Irène Kaufer : "J'ai l'impression qu'on se dirige vers une obligation vaccinale, comme en France. Qu'est-ce qu'on va pouvoir encore faire en tant qu'association d'éducation permanente, quelle marge pour contourner ? Le clivage existe, très profond, malheureusement, entre vacciné·es, parfois méprisant les non-vacciné·es, tout comme l'inverse."

A.K. : "On essaie de chercher ensemble à distinguer entre croyances et savoirs. D'offrir aux femmes des endroits où elles peuvent déposer leurs craintes, mais aussi d'y réfléchir ensemble. De quoi dispose-t-on comme informations sûres, claires ? Qu'est-ce qui relève de la peur, super légitime, mais qui ne doit pas, à elle seule, guider nos actions ? Mais nous avons perdu des projets, et des membres, certaines déçues des activités annulées, d'autres ne se sentant pas en sécurité. Notre posture est exigeante et parfois difficile. Sans compter que, même quand on a des convictions communes, on peut avoir des façons radicalement différentes de les faire vivre…"

I.K. : "Je crois effectivement que la seule attitude correcte est d'écouter les peurs, ce que les autorités ne font pas. D'essayer de déconstruire celles basées sur les "fake news" d'extrême droite, mais je comprends les craintes face aux stratégies politiques, mises en place par paliers vers une obligation vaccinale, et l'intensification des contrôles qui les accompagneront. On sait que quand la police contrôle, elle le fait avec les mêmes biais de race et de classe présents dans la société. Et cette technique par paliers me fait penser à la grenouille qu'on met dans l'eau tiède qu'on chauffe peu à peu et qui sera cuite sans s'en rendre compte. Je regrette que la gauche n'ait pas réussi à construire son propre discours dans l'opposition au CST."

A.K. : "Oui, la vigilance des citoyens risque de s'endormir… Et tout est tellement incertain et fluctuant qu'on est souvent le nez dans le guidon. Mais je fais fondamentalement confiance à la réflexion collective. Des débats se préparent et sont même déjà en train d'avoir lieu dans certains de nos projets, par rapport au nouveau protocole CST. On a, chez Vie Féminine, une longue tradition de débats, mais pas toujours si aboutie que ça. C'est là-dessus qu'on a envie de bosser : entendre, mais dépasser les convictions individuelles, pour, en termes de groupe, de société, définir ce dont on a envie."

Vivre dans le dissensus – l'inverse du consensus – est désagréable, mais c'est un enjeu

fondamental du moment…
A.K. : “Oui. Et dans le mouvement féministe belge, aussi. Autant on doit être radicales, claires, aller chercher à la racine, autant je crois que, pour être plus puissantes, il faut se choisir des communs, quitte à lâcher sur l’un ou l’autre sujet, que par ailleurs on peut travailler comme on le souhaite dans l’association. On peut avoir des identités différentes et se mettre d’accord sur des communs. Invitez quelques femmes qui ne se connaissent pas autour d’une table, elles ne mettront pas longtemps à partager des expériences communes. Il faut poursuivre notre recherche de dénominateur commun à toutes, en se basant sur ce qui fait sens commun.”

I.K. : “Ici il ne s’agit pas d’expériences mais d’un fonctionnement dans un contexte inédit…”

A.K. : “Nous n’avons évidemment pas envie du tout de “perdre” des femmes : on va tout faire pour que tout le monde embarque, mais on ne peut pas accepter de participer au renforcement de l’exclusion. C’est une question de valeurs. Quelle société on veut ? C’est quoi la liberté ? Le “faire société” ? C’est quoi l’autonomie ? Faire ses propres choix ? Et dans quelles conditions ? De la même manière qu’un propos raciste est complètement intolérable, on n’assume pas l’exclusion de certaines parce qu’elles n’ont pas de CST. On peut faire preuve d’inventivité : si, par exemple, après une manif, un groupe de femmes veut se réunir dans un café et que certaines ne peuvent pas y entrer, elles peuvent choisir de se retrouver ailleurs. C’est de ce type de solidarité dont on parle.

La pandémie nous permet de voir à quel point la solidarité est souvent loin d’être innée. On se trompe si on pense qu’elle l’est. Il faut travailler ensemble à identifier ce qui est discriminant et injuste, pour tout le monde, et c’est comme ça que les solidarités se mettent en place.
On tente de suspendre les activités avec CST, parce qu’on n’accepte pas d’exclure des femmes sans CST. Ce qui n’empêche pas, dans certains cas, lors de l’aboutissement de projets de longue haleine par exemple, qu’on puisse débattre avec le groupe. Qui reste souverain sur la décision finale, mais à condition que la réflexion soit menée, et aboutisse à un consensus sur ce dénominateur commun minimal. Difficile d’éviter les frustrations, mais la valeur commune est préservée, voire même renforcée.”

I.K. : “Ce qui me paraît le plus passionnant dans cette position, c’est la mise en place d’une méthodologie, parce qu’elle pourra être activée quelles que soient les contraintes extérieures. Vu les changements constants, les consensus sont éphémères. Cette vision solidaire reste la priorité : on n’exclut pas les plus précaires, femmes en tête. Priorité pas du tout présente dans les politiques actuelles – concentration sur le télétravail mais quid des emplois de première ligne ? Des pertes d’emploi par les femmes, etc. ? Remettre cette solidarité au centre, c’est une position politique importante.”

A.K. : “Oui, je tiens à ce qu’on se renforce : on sait qu’on va vers quelque chose de plus en plus serré. La base est de reconnaître la légitimité des peurs et de tout ce qui peut constituer des freins à ces communs. Parler des difficultés auxquelles nous sommes confrontées, ne pas en faire un tabou et les prendre en main, fait d’ailleurs partie de ce processus. Dans la transparence et dans l’échange, on commence à s’aguerrir. La seule façon que l’on a de se préparer, c’est de réfléchir à nos valeurs, d’essayer de les incarner. Et intensifier le plaidoyer auprès des politiques pour défendre le droit à la culture. Ce sera sans doute compliqué mais on ne manquera pas de réagir quand il le faudra. Et du soin aux autres, très dévalorisé parce que féminisé, on en reparlera le 8 mars.”